

Des facteurs explicatifs de l'inefficacité des interventions info-Communicationnelles émanant des structures en charge de la prévention de l'usage de la drogue illicite au niveau des jeunes vivant en milieu urbain en Côte d'Ivoire

[Explanatory factors for the ineffectiveness of info-communication interventions from structures in charge of the prevention of illicit drug use among young people living in urban areas in Côte d'Ivoire]

Ernest Zah Bi Gohi

Ecole Doctorale Sociétés, Communication, Arts, Lettres et Langues (ED-SCALL), Communication, Politique et Société (CPS), Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire

Copyright © 2023 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: Despite the implementation of various info-communication interventions aimed at protecting the Ivorian population against drug use, Côte d'Ivoire has gone from being a country of transit and trafficking to one of high drug consumption. This consumption concerns mainly young people living in urban areas (AIP, 20 August 2018). The present study, conducted through mixed methods and based on the theory of information processing and the socio-ecological model, makes it possible to identify the factors that explain this high level of drug consumption by young people living in urban areas, in spite of these preventive communication actions. It emerges that young urban dwellers have very little exposure to the awareness-raising activities undertaken by formal drug prevention structures. This is due to the fact that the communication channels and media most used by the majority of these young people, especially those who do not use drugs, are generally ignored by these structures during their info-communication activities. Furthermore, the biological parents of young non-drug users and drug users present in the smoking rooms, who are the primary social actors capable of positively influencing their attitudes and practices, are also ignored or inadequately integrated into awareness-raising activities against drug use. The study therefore recommends prioritising ICTs and television on the one hand, and the biological parents of these young people on the other, as the main info-communication media and actors in awareness-raising and anti-drug education activities targeting them.

KEYWORDS: Drugs, info-communication practices, youth, urban environment, prevention.

RESUME: Malgré la mise en œuvre de diverses interventions info-communicationnelles visant à prémunir les populations ivoiriennes contre l'usage de la drogue, la Côte d'Ivoire est passée de pays de transit et de trafic à celui de forte consommation de drogues. Cette consommation concerne surtout les jeunes évoluant en zone urbaine (AIP, 20 Aout 2018), Aussi, la présente étude, conduite à travers, les méthodes mixtes et basée sur la théorie du traitement de l'information et le modèle socio-écologique, permet de ressortir des facteurs explicatifs de cette forte consommation de la drogue par les jeunes citoyens en dépit, de ces actions de communication préventive. Il en ressort que les jeunes citoyens sont très peu exposés aux activités de sensibilisation entreprises par les structures formelles de prévention de l'usage la drogue. Et ce, à cause du fait que les canaux et supports de communication, les plus utilisés par la majorité de ces jeunes surtout, non usagers de drogue sont généralement, ignorés par ces structures lors de leurs interventions info-communicationnelles. Par ailleurs, les parents biologiques des jeunes non UD et UD présents dans les fumeurs qui, se positionnent pourtant comme étant, les premiers acteurs sociaux à même d'influencer positivement leurs attitudes et leurs pratiques sont eux aussi, ignorés ou inadéquatement intégrés aux activités de sensibilisation contre l'usage de la drogue. Aussi l'étude préconise la priorisation des TIC et de la télévision d'une part et des parents biologiques de ces jeunes d'autre part, comme moyens info-communicationnels et acteurs principaux des interventions de sensibilisation et d'éducation contre la drogue les visant.

MOTS-CLEFS: Drogue, pratiques info-communicationnelles, jeunes, milieu urbain, prévention.

1 INTRODUCTION

En Côte d'Ivoire, la politique de prévention de l'usage des drogues illicites, en plus de l'aspect répressif, se décline à travers, des activités d'information, de sensibilisation et d'éducation des populations (Journal officiel de la République de Côte d'Ivoire, trente quatrième années, No 37, le 09 Aout 2014, pp. 679-681).

Malgré la mise en œuvre de ces interventions info-communicationnelles, la Côte d'Ivoire, figure au nombre des pays où l'utilisation de la drogue est en forte progression. Ainsi, selon, un rapport produit par le Ministère de la santé et de l'Hygiène publique, l'on dénombrait en 2014, dans le seul district autonome d'Abidjan, un million quatre cent vingt-quatre mille trois douze (1 424 312) personnes consommatrices ou ayant consommé de la drogue (Laurent Akré GBANTA, Samedi bi DJE et Daniel TUO, 2014, p35). Ces utilisateurs de drogue sont principalement, des jeunes avec une moyenne d'âges de 28 ans (Julie BOUSCAILLOU, Julie et al, 2014, p62). Aussi, partant de ce postulat, il nous a semblé pertinent de déterminer les facteurs explicatifs de cette inefficacité des actions (info-communicationnelles) de prévention de l'usage des drogues illicites au niveau des jeunes citoyens.

Pour ce faire, l'on s'est posé la question suivante: Quels sont les facteurs explicatifs de l'inefficacité des interventions info-communicationnelles développées par les structures en charge de la prévention de l'usage de la drogue au niveau des jeunes vivant en milieu urbain?

Nous émettons l'hypothèse selon laquelle, L'inadaptation des interventions info-communicationnelles menées par les acteurs de la lutte contre la drogue aux pratiques info-communicationnelles des jeunes citoyens et la manière dont, les membres de leurs réseaux de sociabilité y sont associés contribuent à l'inefficacité de ces interventions. La présente étude se structure comme suit: Positionnement Théorique et Approches méthodologiques de la recherche, Présentation des résultats et la discussion des résultats.

2 POSITIONNEMENT THÉORIQUE ET APPROCHES MÉTHODOLOGIQUES DE LA RECHERCHE

Sur le plan théorique, l'étude se fonde sur la théorie du traitement de l'information (Georges MILLER, 1950) et l'approche socio-écologique (Urie BRONFENBRENNER, 1950). Selon l'approche socio-écologique, les aspects culturels, physiques et sociaux d'un environnement ont un effet cumulatif sur la santé (VAN HOYE, Aurèlie, 2020 p9). Quant à la théorie du traitement de l'information, il soutient que les individus reçoivent de l'information à partir, de leur environnement et la saisissent de façon sélective par leurs organes récepteurs selon, le processus suivant: L'exposition, l'attention, la compréhension, l'acceptation et la rétention (Rafia HALAWANY-DARSON.2010, p.41). Dans le cadre de la présente étude, la théorie du traitement de l'information permet de déterminer l'étape dans le processus de traitement de l'information tel que défini, que les jeunes vivant en milieu urbain n'arrivent pas à franchir afin, d'avoir des pratiques qui soient en concordance avec les objectifs des interventions info-communicationnelles les visant. Quant à l'approche socio-écologique, elle permet d'appréhender l'influence de l'environnement social des jeunes citoyens sur leurs attitudes et leurs comportements vis à vis de la drogue.

La présente étude s'inscrit dans le champ de la communication pour le développement connue aussi sous le sigle C4D correspondant à sa dénomination en anglais *Communication for Development*. Cette approche en matière de communication, est un outil d'influence sociale et politique. Elle favorise la participation et le changement social grâce donc, aux méthodes et aux instruments de la communication interpersonnelle, aux médias communautaires et aux technologies modernes de l'information (Thomas JENATSCH et Richard BAUER, 2016, p.20).

Sur le plan méthodologique, la présente étude est menée à travers, les méthodes mixtes qui associent les méthodes quantitatives et les méthodes qualitatives.

2.1 SITES ET ÉCHANTILLONS DE L'ÉTUDE

L'étude est menée dans les communes d'Abobo et de Cocody (district autonome d'Abidjan), dans la ville de Bouaké, capitale de la région du Gbéké dans le centre de la Côte d'Ivoire et la ville d'Abengourou, capitale de la région de l'Indenié Duablin, principal pôle urbain de la zone frontalière Côte d'Ivoire Ghana. Le choix de ces localités a été guidé par le fait qu'elles font partie des grandes zones de commercialisation et de consommation de la drogue en Côte d'Ivoire. En effet, la zone Est du pays (Abengourou, Aboisso, Bonoua) du fait de sa proximité avec le Ghana (pays producteur et exportateur de cannabis) figure au nombre des grandes zones de commercialisation et de consommation de la drogue. Tout comme la zone Est du pays, le district autonome d'Abidjan et la zone de Bouaké font partie des grandes zones de consommation de la drogue en Côte d'Ivoire (TRAORE Didiata, 2018.)

Par ailleurs, au niveau du district autonome d'Abidjan, le choix de la commune d'Abobo se justifie par le fait qu'elle a abrité la campagne nationale de sensibilisation contre la drogue en 2019. Partant de ce postulat, la présente étude pourrait permettre entre autres, d'évaluer les retombées de cette campagne en termes d'exposition à l'information, de perception de risques et de changement

d'attitude et de comportement souhaités par rapport à la drogue chez les jeunes. En ce qui concerne la commune de Cocody, le fait qu'elle figure au nombre de nos sites de recherche se justifie entre autres, par le fait que selon le sous-directeur chargé de la recherche à la direction de la police des stupéfiants et de la drogue (DPSD, le phénomène de la drogue à l'école donc, avec les jeunes est plus criant dans la commune de Cocody à cause du fait que dans les écoles de cette commune cossue, les élèves disposent de suffisamment de moyens financiers pour acheter la drogue (OUATTARA Moussa, samedi 21 et dimanche 22 Juillet 2012). Le volet de l'étude concernant les usagers de drogue non encore pris en charge a été mené sur les sites de consommation dont les responsables ont bien voulu nous permettre l'accès. Il s'agit du « *Wanch* » situé dans les périmètres du lycée technique d'Abidjan Cocody, du « *Mali* » situé à Abobo coco service « *Chez ZAADI* » à Abobo derrière rails dans les environs du poste de police du 21^{ème} arrondissement et « *La MAFIA* » au quartier air France rue 18 derrière l'église CEMA à Bouaké. En ce qui concerne la ville d'Abengourou, les UD y ont été rencontrés individuellement par le biais des pairs éducateurs, d'autant plus que nous n'avons pu identifier et avoir accès aux différents sites de consommation de cette ville.

Les études scientifiques qui s'appuient sur des enquêtes statistiques sont réalisées sur un échantillon. Cet échantillon doit refléter les caractéristiques de la population mère de l'étude (N'DA Paul, 2015, p105). Ainsi pour calculer la taille de l'échantillon de la présente étude, l'on a défini un ensemble de paramètres en lien avec la population d'étude. L'on a ainsi, avec l'appui d'un ingénieur statisticien, utilisé la formule non probabiliste ci-dessous pour déterminer l'échantillon de la population de l'étude issue des localités d'Abobo, Cocody, Abengourou et Bouaké:
$$n = k^2 * \frac{p^*(1-p)}{\varepsilon^2 + k^2 * \frac{p^*(1-p)}{N}}$$

- $k = 2.58$; Le quantile d'ordre 5% de la loi normale
- $\varepsilon = 0.05$; le seuil de confiance
- $N = 865\ 949$; la taille de la population d'étude
- $p = 0.52$; la proportion de femme.

Le calcul de la taille nous donne $n = 664$ individus.

Tableau 1. Tableau représentatif de la population et de l'échantillon de l'étude

LOCALITE	ENQUETES NON UD		ENQUETES UD	
	Nbre	Pourcentage	Nbre	Pourcentage
Bouaké	133	22,68	18	22,68
Abengourou	26	04,57	4	04,57
ABOBO	288	49,22	39	49,22
Cocody	137	23,51	19	23,51
TOTAL	584	100	80	100

Source: enquête réalisée par ZAH Bi Gohi Ernest, 30 juin 2021

La population des usagers de drogue sans traitement est représentée dans l'échantillon à hauteur de 80 individus. Cela a été fait ainsi en tenant compte des données du rapport 2016 de l'ONUDC sur la situation de la drogue en Côte d'Ivoire précédemment cité et qui stipule que 12% de la population ivoirienne âgé de 15 à 64 ans consomment des drogues. Ainsi 12% des 664 enquêtés est égal à 80.

2.2 COLLECTE ET TRAITEMENT DES DONNÉES

L'analyse des données quantitatives recueillies à travers, deux questionnaires dont un questionnaire adressé aux non UD et un autre adressé aux UD présents dans les fumoirs s'est faite à l'aide du logiciel R¹. L'utilisation de ce logiciel s'organise autour de trois stades: (i) l'observation du questionnaire; (ii) la saisie des réponses collectées; (iii) les traitements, dépouillements et analyses.

La collecte des données qualitatives, quant à elle, a été faite auprès des personnes ressources issues de différentes de structures de lutte contre la drogue en Côte d'Ivoire. Il s'agit entre autres: du Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme, la

¹ Le logiciel R est un logiciel de statistique créé par Ross IHAKA et Robert GENTLEMAN. Il est à la fois un langage informatique et un environnement de travail. Les commandes sont exécutées grâce à des instructions codées dans un langage relativement simple, les résultats sont affichés sous forme de texte et les graphiques sont visualisés directement dans une fenêtre qui leur est propre. Ce logiciel sert à manipuler des données, à tracer des graphiques et à faire des analyses statistiques sur ces données (Présentation du logiciel R, s, d).

Toxicomanie et les autres Addictions (PNLTA), du Comité Interministériel de Lutte Anti-drogue (CILAD), du Service Education à la Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (SELDT), La Croix Bleue Cote d'Ivoire, du Conseil national des Organisations de lutte contre la Drogue de Côte d'Ivoire (CONADCI) et de l'Alliance des religieux pour la santé intégrale des populations (l'ARSIP). En plus de ces structures, des entretiens ont été organisés avec dix (12) enquêtés non UD et GUD présents dans les *fumeurs*.

L'analyse de contenu a été privilégiée pour la méthode qualitative. A cet effet, une grille d'analyse a été construite. Nous y avons inséré les extraits des réponses données par les différentes personnes interrogées, puis les avons classés par unité sémantique. Ainsi, les opinions dominantes par point dans le guide d'entretien ont été validées comme les résultats. Cela a permis de dégager les idées dominantes en relation avec l'hypothèse de recherche et de mieux les comprendre par une analyse plus approfondie des verbatim.

3 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

3.1 L'UTILISATION DES CANAUX ET SUPPORTS INFO COMMUNICATIONNELS ET L'IMPPLICATION DES ACTEURS SOCIAUX LORS DES INTERVENTIONS INFO-COMMUNICATION PRÉVENTIVES CONTRE L'USAGE DE LA DROGUE

3.1.1 L'UTILISATION DES CANAUX ET SUPPORTS INFO COMMUNICATIONNELS LORS DES INTERVENTIONS INFO-COMMUNICATION PRÉVENTIVES CONTRE L'USAGE DE LA DROGUE DÉVELOPPÉES PAR LES STRUCTURES ENQUÊTÉES

De l'analyse des supports et canaux utilisés dans la mise en œuvre des activités info-communication développées par les différentes structures en charge de la prévention de l'usage de la drogue en Côte d'Ivoire, il ressort que ces structures utilisent aussi bien, la communication hors médias, la communication interpersonnelle que la communication médiatique dans le cadre de leurs interventions. Au niveau de la communication hors médias et de la communication interpersonnelle, leurs interventions sont essentiellement, axées sur la distribution des prospectus, l'organisation des caravanes, des ateliers, des séminaires, des rencontres de plaidoyer, des causeries éducatives, des séances counseling, des séances d'entretiens individuels, des conférences publiques et des prêches dans les lieux de culte.



Photographie n°1: Conférence publique sur la prévention de la drogue en milieu universitaire, organisée à l'occasion de la célébration de la 34^{ème} journée internationale lutte contre le trafic illicite et l'abus des drogues en 2021 à l'Université de Cocody

Photographie réalisée par ZAH Bi Gohi Ernest, 26 juin 2021

En ce qui concerne, la communication médiatique, ces structures de prévention de l'usage de la drogue, misent principalement sur la pose des affiches sur les grandes artères des centres urbains visés par leurs campagnes de sensibilisation.



Photographie n° 2: Affiche de sensibilisation contre l'usage de la drogue produite par le PNLTA

Photographie réalisée par le Service de prévention et de communication du PNLTA, 2021,

En plus de ces affiches, des acteurs issus de ces différentes structures participent aux émissions essentiellement, produites par les radios privées laïques et confessionnelles et la télévision publique (RTI 1) dans le but de sensibiliser les populations contre l'utilisation de la drogue.

En ce qui concerne les nouveaux médias comme l'internet, le téléphone portable, les réseaux sociaux numériques, ces structures les utilisent souvent dans une dynamique de communication interne et aussi pour la visibilité de leurs activités. En clair, il s'agit pour ces structures de faciliter à travers, les nouveaux médias dont les réseaux sociaux numériques ou l'internet, la circulation de l'information en leur sein ou de se rendre visibles ou encore de rendre visibles les activités qu'elles mènent.



Photographie n° 3: Publication sur la plateforme whatsapp Addiction Cote d'Ivoire administrée par un agent de la croix bleue.

Source: resultat d'enquête réalisée par ZAH Bi Gohi Ernest, Novembre 2021

3.2 L'IMPLICATION DES MEMBRES DES RÉSEAUX DE SOCIABILITÉ DES JEUNES CITADINS DANS LES PROCESSUS DE PRÉVENTION DE L'USAGE DE LA DROGUE

L'analyse des profils des personnes physiques et morales impliquées dans ou ciblées par les activités de sensibilisation ou de formation menées par les différentes structures prises en compte par la présente étude afin de servir de relais de leurs messages auprès des populations à risques dont les jeunes, permet d'affirmer que ces structures ciblent principalement, les acteurs intervenant dans la lutte contre la drogue et les décideurs politiques, administratifs ou judiciaires et quelques fois les leaders religieux. Aussi, l'ARSIP apparaît comme la seule structure parmi les six prises en compte dans le cadre de cette étude, qui forme de façon spécifique, les membres des cellules familiales des jeunes sur les techniques de communication parents-enfant dans le but de les amener à s'impliquer de façon structurée dans la sensibilisation et l'éducation de leurs enfants sur les maux qui minent la société dont l'usage de la drogue. Au contraire de cette structure, les autres organisations, ignorent les cellules familiales dans leurs stratégies de prévention, au mieux, elles les invitent uniquement à participer aux différentes conférences publiques en qualité de spectateurs.

4 PRATIQUES INFO-COMMUNICATIONNELLES DES JEUNES CITADINS

4.1 L'UTILISATION DES SUPPORTS ET CANAUX INFO-COMMUNICATIONNELS PAR LES JEUNES CITADINS NON UD

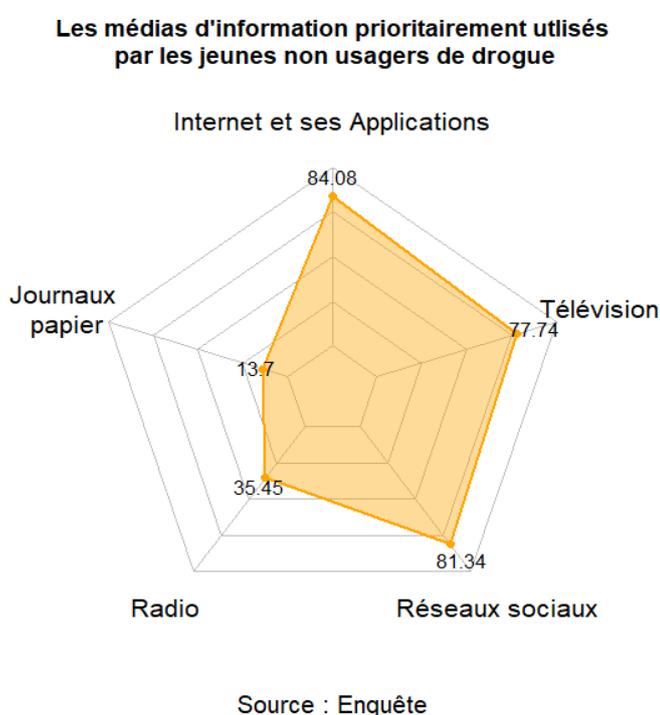


Fig. 1. L'utilisation des médias par les enquêtés non usagers de drogues

Source: resultat d'enquête réalisée par ZAH Bi Gohi Ernest, Novembre 2021

L'on note une forte pénétration du téléphone portable au sein de la population des jeunes citadins non UD. En effet, ces jeunes sont 96,99% à posséder au moins un téléphone portable. En dehors du téléphone portable, l'internet apparaît comme le média le plus utilisé par ces populations soit 84,08%. Ce média est suivi par les réseaux sociaux numériques (81,34%) puis, les différentes chaînes de télévision (77,74%). A l'opposé, les médias comme les journaux papier et la radio apparaissent comme les médias les moins utilisés par cette population.

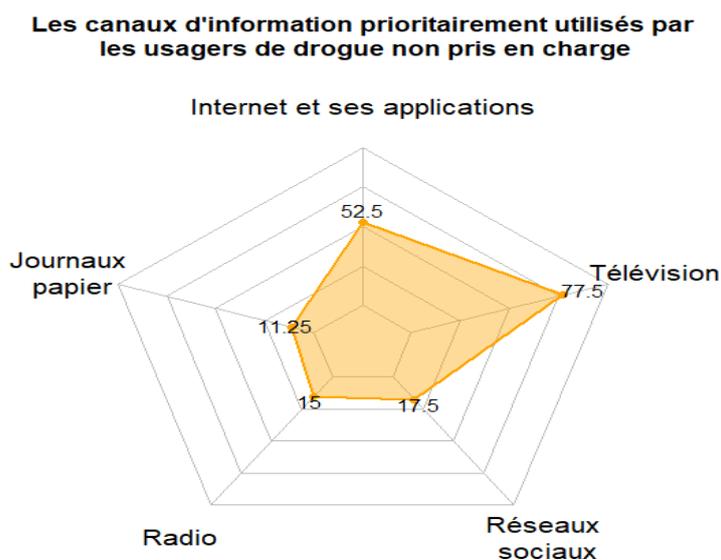
Tableau 2. L'utilisation des réseaux sociaux numériques par les enquêtés non UD

	Effectif (n)	Fréquence (%)
Facebook	361	61,82%
WhatsApp	347	59,42%
YouTube	199	34,08%
Google	162	27,74%
Tiktok	56	9,59%
Snapchat	49	8,39%
Instagram	45	7,71%
Autres	9	1,54%
LinkedIn	5	0,86%
Twitter	2	0,34%
Pinterest	1	0,17%

Source Résultats d'enquête réalisée par ZAH Bi Gohi Ernest, novembre 2021

Au niveau des réseaux sociaux numériques, Facebook avec 61,82 % d'utilisateurs et whatsapp, avec 59,42 % d'utilisateurs parmi les enquêtés non UD adeptes des réseaux sociaux apparaissent comme leurs réseaux sociaux numériques préférés.

4.2 L'UTILISATION DES SUPPORTS ET CANAUX INFO-COMMUNICATIONNELS PAR LES JEUNES CITADINS UD FRÉQUENTANT LES SITES DE CONSOMMATION DE DROGUES APPELÉS « FUMOIRS



Source : Enquête

Fig. 2. L'utilisation des médias par les enquêtés usagers de drogue interrogés dans les fumoirs

Source: Resultat d'enquête réalisée par ZAH Bi Gohi Ernest, Novembre 2021

Contrairement aux jeunes citadins non UD qui sont 96,99% à posséder au moins un téléphone portable, l'on observe une faible pénétration de cet outil de communication chez les jeunes UD présents dans les fumoirs. En effet, ils ne sont que 26,25% à en posséder. Ainsi, les médias, les plus utilisés par ces enquêtés UD rencontrés dans les fumoirs sont la télévision et dans une certaine mesure, l'internet. Par ailleurs, l'on observe chez cette population, un faible taux d'utilisateurs de réseaux sociaux numériques, de journal papier et de radios.

4.3 L'IMPACT DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION DÉVELOPPÉES PAR LES STRUCTURES DE LUTTE CONTRE L'USAGE DE LA DROGUE SUR LES JEUNES CITADINS

4.3.1 L'EXPOSITION DES JEUNES CITADINS INTERVENTIONS DE SENSIBILISATION CONTRE L'UTILISATION DE LA DROGUE.

Les jeunes citadins non UD ou UD rencontrés sur les sites de consommation de la drogue affirment très majoritairement, avoir été exposés à diverses informations préventives sur la drogue. En effet, 93,1% des jeunes non UD et 97,5% des jeunes UD fréquentant les *fumoirs* ont été au moins une fois, exposés aux messages de prévention contre l'usage de la drogue.

Les individus ayant contribué à l'exposition des jeunes citadins aux interventions de sensibilisation contre l'utilisation de la drogue

Quelles sont les personnes physiques ou morales qui vous ont principalement, sensibilisé contre l'usage de la drogue ?

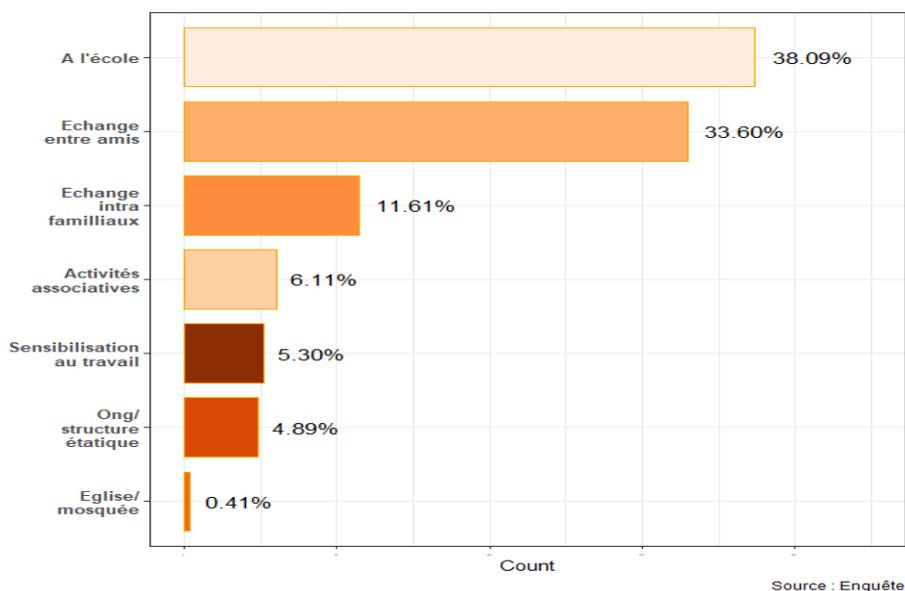


Fig. 3. Les acteurs de la sensibilisation des enquêtés non UD contre l'usage de la drogue

Source: resultat d'enquête réalisée par ZAH Bi Gohi Ernest, Novembre 2021

il s'avère que les jeunes non UD ont été principalement, exposés aux messages de sensibilisation visant à les prémunir contre l'usage de la drogue dans le cadre scolaire puis, par le biais de leurs pairs jeunes. Quant aux structures privées et publiques auxquelles incombent pourtant, la mission de lutter contre la toxicomanie et aux différentes familles, elles n'ont contribué à la sensibilisation que respectivement de 04,89% et 11,61% des enquêtés non UD.

Quelles sont les personnes physiques ou morales qui vous ont sensibilisé sur la drogue ?

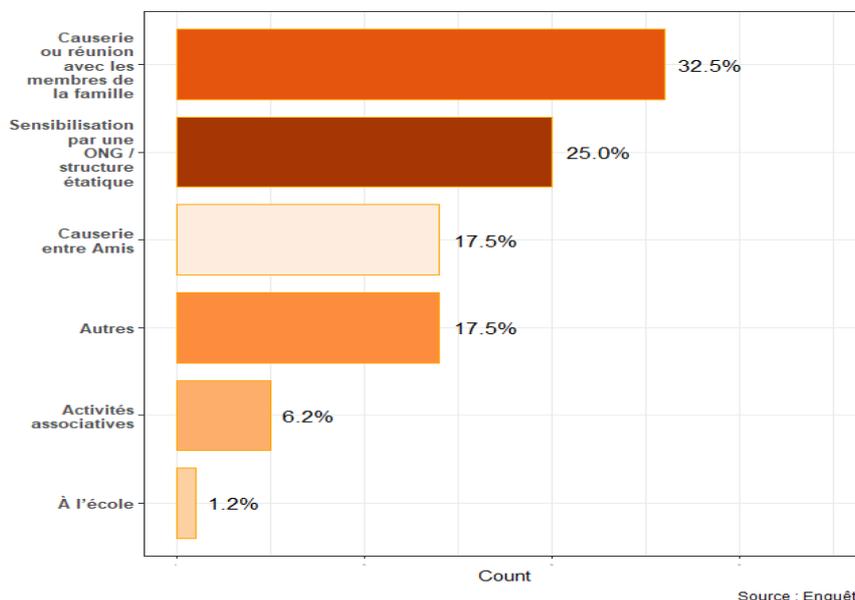


Fig. 4. Les acteurs de la sensibilisation des enquêtés UD interrogés dans les fumeurs contre l'usage de la drogue

Source: resultat d'enquête réalisée par ZAH Bi Gohi Ernest, Novembre 2021

Les enquêtés UD rencontrés dans les fumeurs sont plus nombreux que les enquêtés non UD à être exposés aux messages de sensibilisation venant des membres de leurs cellules familiales respectives et des structures publiques et privées de lutte contre la drogue. En effet, alors que seulement que 04,89% et 11,61% des enquêtés non UD sont respectivement sensibilisés par les structures de lutte contre la drogue et leurs cellules familiales, les UD présents dans les fumeurs sont 32,5% et 25% à être sensibilisés respectivement par leurs cellules familiales et les structures en charge de la lutte contre la toxicomanie. Même si ces proportions sont plus élevées que celles observées chez les non UD, elle ne concerne cependant, pas la moitié de ces enquêtés, dans les deux cas.

4.3.2 L'INFLUENCE DES DIFFÉRENTS ACTEURS SOCIAUX SUR LES ATTITUDES ET LES COMPORTEMENTS DES JEUNES CITADINS

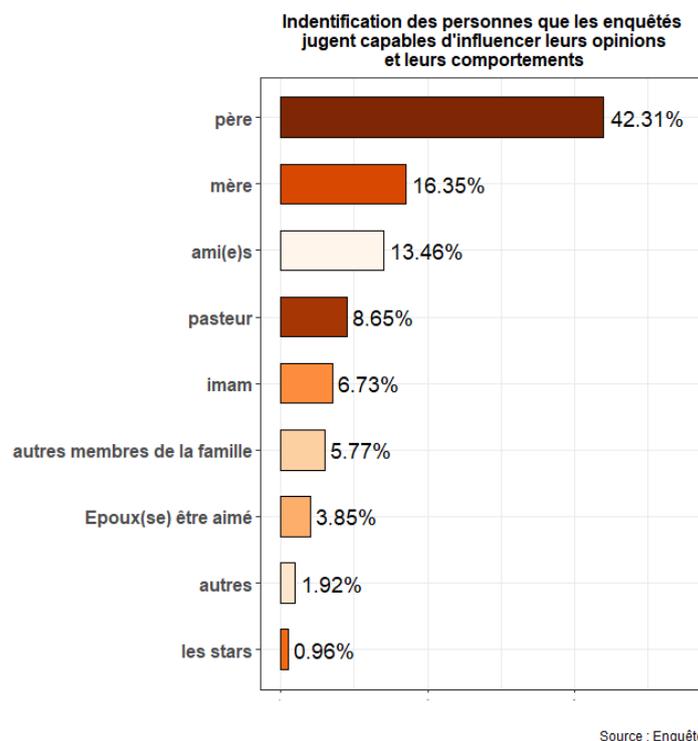


Fig. 5. Les acteurs sociaux susceptibles d'influencer l'attitude et le comportement chez les enquêtés non UD

Source: resultat d'enquête réalisée par ZAH Bi Gohi Ernest, Novembre 2021

Les pères apparaissent comme étant les premières personnes susceptibles d'influencer l'attitude et le comportement du plus grand nombre de jeunes citadins non UD. En effet, pour 42,31% de ces jeunes, seuls leurs pères respectifs sont capables d'influencer leurs opinions et leurs pratiques. Aussi, si l'on associe les mères et les pères, ces deux parents biologiques représentent pour 55,66% des enquêtés non UD, les personnes capables d'avoir de l'influence sur leurs attitudes et leurs comportements. En plus, de ces deux parents biologiques, 5,77% de ces enquêtés pensent que d'autres membres de leurs familles respectives font parties des personnes susceptibles d'influencer leurs attitudes et leurs comportements. En clair, pour 61,43% des enquêtés non UD, les membres de leurs familles respectives constituent les premières personnes susceptibles d'influencer leurs opinions et leurs comportements.

L'ATTITUDE DES ENQUÊTÉS NON UD SELON LES INDIVIDUS À TRAVERS LESQUELS, ILS ONT ÉTÉ SENSIBILISÉS

Dans la logique des résultats précédents, les jeunes citadins non UD qui ont été sensibilisés contre l'usage de la drogue essentiellement à travers, des interactions communicationnelles intrafamiliales sont les plus nombreux, à exprimer leur refus d'utiliser la drogue. A contrario, ceux des enquêtés non UD qui ont été sensibilisés à travers, les activités menées par les structures privées et publiques spécialisées dans le domaine de la lutte contre la drogue sont les moins nombreux à affirmer leur volonté de ne jamais utiliser la drogue. Ils sont aussi les plus nombreux à être tentés d'expérimenter la drogue soit à hauteur de 14,29% de leur effectif.

L'INFLUENCE DES DIFFÉRENTS ACTEURS SOCIAUX SUR LES ATTITUDES ET LES COMPORTEMENTS DES JEUNES CITADINS UD PRÉSENTS DANS LES FUMOIRS

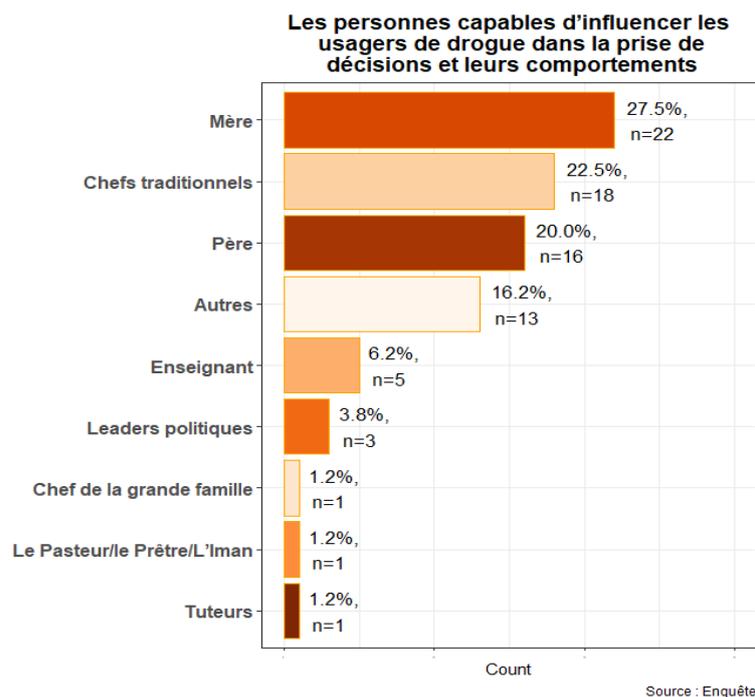


Fig. 6. Les acteurs sociaux susceptibles d'influencer l'attitude et le comportement chez les enquêtés UD interrogés dans les fumoirs

Source: resultat d'enquête réalisée par ZAH Bi Gohi Ernest, Novembre 2021

Au niveau des enquêtés UD présents dans les fumoirs aussi, les parents biologiques (pères et mères) apparaissent comme étant les premières personnes capables d'avoir de l'influence sur les attitudes et les comportements du plus grand nombre soit 47,5%. Ils sont suivis en cela par les chefs traditionnels qui sont désignés par 22,5% des UD présents dans les fumoirs comme étant les premières personnes capables d'avoir de l'influence sur leurs opinions et leurs pratiques.

LA VOLONTÉ DE SEVRAGE CHEZ LES ENQUÊTÉS UD SANS TRAITEMENT SELON LES INDIVIDUS À TRAVERS LESQUELS, ILS ONT ÉTÉ SENSIBILISÉS.

Ces UD dont la sensibilisation contre l'usage de la drogue s'est faite principalement, à travers, des échanges avec leurs amis, des membres de leur cellule familiale et d'autres acteurs non spécifiés dans le questionnaire sont les plus nombreux à exprimer leur volonté de sevrage et ce, comparativement à ceux sensibilisés par les ONG et autres structures de la lutte contre l'usage illicite de la drogue. Cette faible influence des messages de sensibilisation contre l'usage de la drogue émanant des acteurs des ONG et autres structures de la lutte contre l'usage illicite de la drogue pourrait trouver son explication dans les comportements de certains acteurs en charge de la lutte contre la drogue, une fois dans les fumoirs comme ressortis des propos d'un enquêté.

Mon chao laisse ça, il y a des blancs, d'autres gars des ONG et les pairs éducateurs, tous ceux-là, quand ils viennent ici, eux-mêmes là, on les voit en train de prendre leur dose. Donc on peut nous dire de faire attention à cause du SIDA ou de la toux, mais on ne peut pas nous dire d'arrêter de se mettre bien si blanc même prend sa dose devant nous (ZAH BI Gohi Ernest, extrait entretien avec un UD âgé 33 ans, entretien réalisé sur le site d'utilisation de drogue appelé *le Mali* situé à Abobo au quartier COCO service, entretien réalisé le 19 février 2022).

5 DISCUSSION

5.1 LES INTERVENTIONS INFO-COMMUNICATIONNELLES DÉVELOPPÉES PAR LES STRUCTURES DE LUTTE CONTRE L'ADDICTION À LA DROGUE IGNORENT LES PRINCIPAUX CANAUX ET SUPPORTS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION UTILISÉS PAR LES JEUNES CITADINS

Selon les résultats de l'étude, le taux de pénétration du téléphone portable chez les jeunes citoyens non usagers de drogues est de 96,99%. Outre, le téléphone portable, les autres canaux et supports d'information et de communication, les plus pratiqués par ces jeunes

sont principalement, ceux issus des technologies de l'information et de la communication (TIC). En effet, ces jeunes non UD sont 84,80 % à désigner l'internet comme faisant partie de leurs principaux outils d'information et de communication et 81,34%, à en faire autant pour les réseaux sociaux numériques. Au niveau spécifique, des réseaux sociaux numériques, les applications Facebook et whatsapp sont les plus utilisées par ces jeunes. Ainsi, ils 61,82% à citer Facebook, parmi leurs plateformes sociales numériques préférées, 59,42% pour whatsapp et 34,08% pour YouTube. Au niveau des médias classiques que sont la télévision, la radio et les journaux papier, il ressort de l'étude que la télévision est le seul canal de communication que ces jeunes utilisent plus couramment.

Cependant, malgré le fait que les nouveaux médias (le téléphone, les réseaux sociaux numériques et l'internet) et la télévision soient les canaux et supports d'information et de communication, les plus utilisés par les jeunes citoyens non UD, l'on observe que les structures de lutte contre la toxicomanie en Côte d'Ivoire mènent prioritairement, leurs activités de prévention universelle à travers, la pose des affiches, l'organisation des caravanes, des évènements, des conférences publiques, des sessions de formation (ateliers et séminaires) dans les établissements de formation, les communautés et des actions de plaidoyer à l'endroit des autorités. En outre, il leur arrive de participer quelques fois, aux émissions à la radio et à la télévision dans le but d'informer et de sensibiliser les populations sur les problématiques liées à la drogue. Aussi, lorsque certaines de ces structures intègrent les nouveaux médias dans leurs stratégies d'information et de communication, cela se résume généralement, en l'utilisation des plateformes whatsapp et Facebook ou des adresses électroniques dans une dynamique de communication interne ou de visibilité de leurs activités.

Au niveau des usagers de drogue présents dans les *fumoirs*, l'étude révèle que le taux de pénétration du téléphone portable en leur sein est seulement de 26, 25 % contre 96,99% chez les jeunes non UD. Aussi, la télévision et dans une certaine mesure l'internet apparaissent comme étant leurs principaux canaux d'information et de communication. Par ailleurs, ces jeunes UD présents dans les *fumoirs*, sont moins nombreux que les jeunes non UD à utiliser les réseaux sociaux numériques et de l'internet. Cependant, lorsque, l'on prend spécifiquement en compte leur utilisation des réseaux sociaux numériques, le réseau social Facebook apparaît de loin comme celui qu'ils utilisent le plus couramment

Aussi malgré, le fait que la télévision et l'internet soient les médias, les plus utilisés par ces jeunes UD évoluant encore dans les *fumoirs*, les interventions info-communicationnelles en matière de prévention qui les ciblent n'intègrent pas ces moyens d'information et de communication. En effet, les activités info-communicationnelles menées par les différentes structures (l'ARSIP et le CONADCI) auprès des UD fréquentant les *fumoirs*, sont majoritairement, axées sur la distribution des prospectus, l'organisation des groupes de discussion, des entretiens individuels, des séances de counseling et des réunions publiques selon les résultats de cette étude.

Au regard de ce qui précède, il convient d'affirmer que, les canaux et supports d'information et de communication utilisés par les structures en charge de la prévention de l'usage de la drogue sont généralement, en inadéquation avec ceux utilisés par la majorité des jeunes non UD et UD présents dans les *fumoirs* en milieu urbain.

5.2 LES INTERVENTIONS INFO-COMMUNICATIONNELLES DÉVELOPPÉES PAR LES STRUCTURES EN CHARGE DE LA PRÉVENTION DE L'USAGE DE LA DROGUE INTÈGRENT DE FAÇON INAPPROPRIÉE, LES MEMBRES DES RÉSEAUX DE SOCIABILITÉ DES JEUNES VIVANT EN MILIEU URBAIN

Selon les résultats de la présente étude, un peu plus de deux tiers des jeunes citoyens non usagers de drogue soit 69, 49% pensent que leurs opinions et leurs comportements sont susceptibles d'être d'influencés par d'autres personnes. De l'avis de ces enquêtés dont les attitudes et les comportements sont susceptibles d'être influencés par autrui, les pères et les mères principalement, et subsidiairement, les leaders religieux et les amis constituent les quatre premiers groupes sociaux à même d'exercer sur eux cette influence. De façon spécifique, les parents biologiques (père et mère) se positionnent comme les principaux individus susceptibles d'influencer les opinions et les comportement du plus grand nombre des jeunes non UD.

En ce qui concerne, les jeunes UD rencontrés dans les différents lieux de consommation de la drogue, ils estiment à l'unanimité que leurs opinions et leurs comportements sont susceptibles d'être influencés par le biais d'autres individus. De façon spécifique, les seuls individus capables d'exercer sur eux cette influence sont respectivement, leurs mères (27,50%) suivies des chefs traditionnels et de communauté (22, 50%) et leurs pères (20%). Au regard de ces données, les deux parents biologiques (la mère (27,5%) et le père (20%) représentent pour 47,5% de ces usagers de drogue, les seules personnes capables de favoriser chez eux un changement d'opinion et de comportement.

En somme, que ce soit au niveau des jeunes citoyens non UD que des jeunes UD évoluant encore sur les sites de consommation de la drogue, leurs groupes primaires d'appartenance à travers, les parents biologiques, constituent les premières entités sociales à même d'influencer positivement leurs opinions et leurs comportements.

Cependant, en dépit cette influence que pourraient avoir les parents biologiques et dans une certaine mesure, les dignitaires communautaires, les religieux et les amis des jeunes citoyens sur leur processus d'éducation, le niveau d'intégration de ces acteurs sociaux dans les activités de sensibilisation et d'éducation développées par les structures en charge de la lutte contre la drogue en Côte

d'Ivoire demeure faible. En effet, il n'y a que le CILAD, la Croix Bleue et l'ARSIP qui ont associé, et de façon occasionnelle (pendant la célébration de la journée internationale de lutte contre la drogue), l'ensemble des populations, les leaders religieux et les chefs de communauté à leurs activités de prévention. En plus, de ces activités ponctuelles, la Croix Bleue organise quelques fois des conférences publiques, des séminaires sur la thématique de la drogue à l'endroit de différentes couches socio-professionnelles issues des villages, des quartiers et des villes d'une part, et d'autre part, à l'endroit des acteurs du secteur éducatif qui le désirent.

Comme, l'on le constate, ces activités ne visent pas spécifiquement les chefs de familles mais toutes les personnes qui désirent y participer. Par ailleurs, l'implication de ces acteurs sociaux aux processus visant à sensibiliser les populations contre la drogue se limite à les inviter à assister aux activités d'information, de sensibilisation et de formation. Il n'existe donc aucun mécanisme formel et structuré comme les groupes d'aide, au sein duquel ou à travers lequel, les cellules familiales de façon spécifique, sont outillées et associées de façon régulière, à la sensibilisation de leurs progénitures sur la thématique de la drogue.

5.3 L'INADÉQUATION ENTRE LES CANAUX ET SUPPORTS D'INFORMATION UTILISÉS MAJORITAIREMENT, PAR LES ENQUÊTÉS ET CEUX UTILISÉS PAR LES STRUCTURES EN CHARGE DE LA PRÉVENTION DE L'USAGE DE LA DROGUE LIMITE L'EXPOSITION DE CES ENQUÊTÉS AUX INFORMATIONS VÉHICULÉES PAR CES STRUCTURES

En dépit du fait que, leurs canaux et supports d'information et de communication prioritaires ne soient généralement pas, intégrés aux interventions info-communicationnelles développées par les structures en charge de la prévention de la toxicomanie, les jeunes citadins non UD ou UD rencontrés sur les sites de consommation de la drogue affirment très majoritairement, avoir été exposés à diverses informations préventives sur la drogue. En effet, 93,1% des jeunes non UD et 97,5% des jeunes UD fréquentant les *fumoirs* ont été au moins une fois, exposés aux messages de prévention contre l'usage de la drogue. Cependant, les informations préventives auxquelles, ces jeunes disent avoir été exposés, émanent moins des structures de lutte contre la drogue que de sources non homologuées hormis l'école. En effet, l'école qui se distingue comme la principale institution au sein de laquelle, ces jeunes non UD sont les plus nombreux à avoir été exposés aux messages sensibilisateurs contre l'usage de la drogue soit 38,09% de leur échantillon. Cependant, ces jeunes non UD ne sont que 04,89% à affirmer avoir été au moins une fois, exposés aux messages de sensibilisation sur la drogue diffusés par les ONG et autres structures officiellement en charge de la lutte contre la toxicomanie en Côte d'Ivoire.

En ce qui concerne, les jeunes UD encore présents dans les différents lieux d'utilisation de la drogue, ils sont 25% à avoir été au moins une fois, exposés aux messages de sensibilisation diffusés par les structures publiques et privées de lutte contre la drogue en Côte d'Ivoire.

Aussi, ce pourcentage très faible des jeunes citadins non UD (04,89%) et relativement faible des jeunes UD sans traitement soit 25% qui ont accès aux informations diffusées par les ONG et autres structures publiques ou privées de prévention de la toxicomanie traduit une insuffisance d'exposition des jeunes citadins aux messages de prévention contre l'usage de la drogue émanant de ces structures.

Ainsi, à travers, une analyse fondée sur la théorie du traitement de l'information, l'on observe que les jeunes citadins non UD principalement et dans une certaine mesure, les jeunes UD fréquentant les *fumoirs* éprouvent des difficultés pour franchir la première étape du processus de traitement des informations émanant des structures en charge de la lutte contre la drogue en Côte d'Ivoire. Une première étape qui consiste à être exposés à ces informations.

5.4 LA NON-PARTICIPATION DES MEMBRES DES DIFFÉRENTES CELLULES FAMILIALES DES JEUNES CITADINS AUX PROCESSUS DE PRÉVENTION DE L'USAGE DE LA DROGUE LES CIBLANT, CONTRIBUE À L'ÉCHEC DESDITS PROCESSUS

Les jeunes non UD et les jeunes UD sans traitement désignent majoritairement, leurs parents biologiques comme étant les premières personnes capables d'influencer positivement leurs opinions et leurs comportements. Les jeunes UD sans traitement intègrent au nombre de ces individus, les chefs traditionnels. Ainsi, 94% des jeunes non UD dont la sensibilisation contre l'usage de la drogue a principalement été faite dans le cadre familial, affirment ne pas envisager user de la drogue. Ils sont de ce fait, les plus nombreux à avoir cette position, par rapport aux jeunes dont, la sensibilisation a été faite par d'autres acteurs.

En ce qui concerne les jeunes UD fréquentant les *fumoirs*, l'étude révèle que ceux parmi eux, qui ont été sensibilisés dans le cadre familial sont aussi, les plus nombreux à vouloir mettre fin à leur usage de la drogue comparativement à ceux qui ont été sensibilisés par d'autres acteurs. En effet, 100% des 26 enquêtés UD se trouvant sur les différents sites de consommation de drogue qui ont bénéficié avant ou après leur entrée dans les *fumoirs*, des séances de sensibilisation de la part des membres de leurs cellules familiales respectives, affirment vouloir mettre un terme à leur usage de la drogue.

En somme, les jeunes citadins non UD et UD dont la sensibilisation contre l'usage de la drogue n'a pas bénéficié de l'apport de la cellule familiale sont moins nombreux, à refuser d'user de la drogue ou à vouloir mettre un terme à cet usage comparativement, à ceux d'entre eux qui ont bénéficié ou bénéficient de l'accompagnement des membres de leurs cellules familiales respectives principalement, de leurs parents biologiques.

Aussi, à travers une analyse basée sur le modèle socio écologique, l'on observe que la non-participation des parents biologiques des jeunes citadins aux interventions info-communication visant à les prémunir contre la drogue, comme c'est cela se fait généralement, par les différentes structures en charge de la prévention de l'usage de la drogue en Côte d'Ivoire, contribue à rendre ces interventions moins efficaces.

6 CONCLUSION

En dépit, des initiatives prises par les acteurs de la lutte contre la drogue en Côte d'Ivoire, l'usage de cette substance tend à se répandre au niveau des jeunes citadins. Aussi, la présente étude menée à travers, la méthode mixte alliant les approches qualitatives et quantitatives et basée sur la théorie du traitement de l'information et l'approche socio-écologique a permis de déterminer quelques facteurs explicatifs de l'inefficacité des initiatives info-communicationnelles prises par les acteurs en charge de la prévention de l'usage de la drogue surtout au niveau des jeunes citadins.

Aussi, note-t-on que, les structures en charge de la prévention de l'usage de la drogue en Côte d'Ivoire à travers, leurs interventions info-communicationnelles ignorent généralement, les supports et canaux de d'information et de communication les plus utilisés par les jeunes citadins. En outre, les parents biologiques de ces jeunes qui se distinguent comme étant, les principaux acteurs sociaux à même d'avoir de l'influence positive sur leurs opinions et leurs comportements sont généralement écartés des actions de prévention. Au mieux, leurs participations à ces interventions se limitent à assister à diverses conférences publiques ou autres manifestations organisées sur la thématique de la lutte contre la drogue. Ces deux approches contribuent à l'inefficacité des actions de prévention menées par ces structures. Aussi formulons-nous quelques recommandations:

Aussi, afin d'atteindre un plus grand nombre des jeunes citadins non usagers de drogue de façon régulière, la présente étude propose que, les interventions info-communicationnelles menées dans le cadre de la prévention primaire en milieu urbain privilégient les TIC dont spécifiquement les applications SMS et appels de la téléphonie mobile, les réseaux sociaux numériques (Facebook et whatsapp) et les applications internet comme youtube.

-Au niveau des jeunes UD présents dans les *fumeurs*, le taux de pénétration du téléphone portable étant très faible soit seulement 26, 25 % contre 96,99% chez les jeunes non UD. Ces jeunes UD s'informent prioritairement, par le biais de la télévision soit pour 77,5% d'entre eux et 52,5% à travers, l'internet dans les cybercafés. Au regard de la faible utilisation du téléphone portable et des réseaux sociaux numériques par les jeunes UD présents dans les *fumeurs*, il serait opportun de privilégier à leur niveau, une approche de prévention basée sur la communication hors medias et la communication interpersonnelle. il s'agit donc, de procéder par, les entretiens individuels, les causeries éducatives, le counseling, les activités sportives voire culturelles à but éducatif au détriment, des applications de la téléphonie mobile ou d'autres outils médiatiques. Cependant, si les acteurs de la lutte contre la drogue jugent nécessaire d'intégrer les medias dans leurs stratégies, ils devront prioriser les différentes chaînes de télévision et les différentes plateformes internet au détriment de la radio, de la presse écrite, des affiches et des réseaux sociaux numériques.

L'étude préconise en plus de l'utilisation des approches info-communicationnelles, que les familles des jeunes citadins non UD et des jeunes UD (principalement leurs géniteurs) soient beaucoup plus considérés comme des acteurs de leur sensibilisation sur les thématiques liées à la drogue, et ce à travers, des mécanismes structurés. Pour ce faire, il appartient aux différentes structures, de renforcer leurs compétences techniques sur les thématiques liées à la drogue et à la relation d'aide. Par la suite, mettre en place des mécanismes à même de structurer leurs contributions aux processus visant à sensibiliser leurs progénitures contre l'usage de la drogue.

En terme de perspective de recherche, importe que des réflexions soient menées sur les approches en matière d'information et de communication à privilégier afin d'atténuer la discrimination dont sont victimes des UD de la part des populations. Et ce, d'autant plus que la loi numéro 2022-407 du 13 juin 2022 régissant la lutte contre la drogue en Côte d'Ivoire, recommande que l'usager de drogue ne soit plus considéré par les populations comme un délinquant, mais comme un malade qui a besoin de soins et d'un accompagnement psychologique et social.

REFERENCES

- [1] ADOM Kacou Léon (le 19 décembre 2018) « trafic de drogues en Afrique de l'ouest, menace à la stabilité » séance d'information du conseil de sécurité sur la paix et sécurité en Afrique, ONU, New-York disponible sur <http://www.onu.diplomatie.gouv.ci/fichiers/1545448932Discours-valide-Drug-trafficking-Debate-VF-19.12.2018.pdf> consulté le 06/12/2019.
- [2] AIP (24 Aout 2018) « Côte d'Ivoire: 12% de la population dont l'âge varie de 15 à 64 ans consomment des drogues «Etude»» *Abidjan.net*, (le 24/08/2021).disponible sur <https://news.abidjan.net/articles/643337/cote-divoire-12-de-la-population-dont-lage-varie-de-15-a-64-ans-consomment-des-drogues-etude>.

- [3] ANONYME (le 28 décembre 2021). « Théorie du traitement de l'information: Définition et exemples », *greelane.com*, 21 mars 2020, Disponible sur <https://www.greelane.com/fr/science-technologie-math%a9matiques/sciences-sociales/information-processing-theory-definition-and-examples-4797966/>.
- [4] BOUSCAILLOU Julie et al. (Octobre 2014) « La santé des personnes usagères de drogue à Abidjan Côte d'Ivoire, prévalence et pratiques à risque d'infection au VIH, à l'Hépatite virales et autres infections » Abidjan, Médecins du Monde et le Fonds Mondial - Alliance Côte d'Ivoire, 84p.
- [5] Carnets2psycho, « La théorie du traitement de l'information » *CZP, carnets2psycho*, (s, d) (samedi 02 octobre 2021), Disponible sur <https://carnets2psycho.net/dico/sens-de-toxitude.html>.
- [6] HALAWANY-DARSON Rafia, (le 07 juillet 2010) Le Traitement de l'information dans le processus de prise de décision du consommateur: le cas de la traçabilité des produits alimentaires, Thèse de Doctorat, Sciences de Gestion, Université d'Auvergne - Clermont-Ferrand I, Clermont-Ferrand.
- [7] Loi numéro 2022-407 du 13 juin 2022 portant lutte contre le trafic et l'usage illicites des stupéfiants, des substances psychotropes et leurs précurseurs en Côte d'Ivoire, *Journal officiel de la République de Côte d'Ivoire, soixante* (quatrième année, No 53, Lundi 04 juillet 2022).
- [8] GBANTA Akéré Laurent, DJE Bi Samedi et TUO Daniel (Avril 2014), « Analyse situationnelle des interventions de lutte contre le VIH /sida en direction des usagers de drogues dans le district d'Abidjan », Rapport d'étude, Abidjan, 135p.
- [9] OUATTARA, Moussa (22 Juillet 2012) « Abidjan: Lycées et collèges /Qui livre la drogue aux élèves? » *NORD SUD QUOTIDIEN*, samedi 21, Disponible sur https://www.ladepechedabidjan.info/Abidjan-Lycees-et-colleges-Qui-livre-la-drogue-aux-eleves_a8764.html, consulté le 08decembre 2020.
- [10] PNLTA, (2018) Rapport préliminaire d'enquête sur l'usage de la drogue chez les élèves de Côte d'Ivoire, 78p.
- [11] Présentation du logiciel R, Disponible sur http://www.biostatisticien.eu/springeR/livreR_presentation.pdf, consulté le jeudi 10 mars 2022.
- [12] TRAORE Didiata, (janvier 2018) « Vécu carcéral des détenus usagers de drogues de la MACA », réalisée du 20 mars au 30 septembre 2017, à la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (MACA), par approche psychosociale auprès du personnel administratif et de 44 usagers de drogues incarcérés in *Bulletin d'Information du projet ONUDC/CEDEAO sur le trafic de drogues*, no 03, Janvier 2018, Disponible www.unodc.org/documents/westandcentralafrica/ecowasgrants/bulletin-ONU-DC-CEDEAO-numero4-dec18.pdf consulté le 18 /10/2022.
- [13] VAN HOYE Aurélie, (2020), Approche socio-écologique de la santé: applications dans le champ de l'activité physique. Santé publique et épidémiologie. 65p, Disponible sur <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-02979154/document>, consulté 19 /10/2022.